

A R R E T E N° 2026/61

Le Maire de Carry-le-Rouet,

VU L'Arrêté Préfectoral du 26/02/1965 portant réglementation générale sur la conservation et la surveillance de la voirie communale,

VU la loi n°82.213 du 2/3/82 sur les droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n°82.623 du 22/7/82,

VU la loi n°96.142 du 21/2/96 relative à la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le nouveau code pénal et notamment ses articles L 131-13 et R 610-5

VU les articles L 2212.1 et L 2212.2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le code de la route et notamment l'article R 225.

VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L113-2, L 141-2, R 116-2 et R 141-14

CONSIDERANT que les travaux d'hydrocurage des réseaux d'eaux usées, inspection télé, fumigation, dératisation sur diverses voies communales de Carry le Rouet nécessitent des interventions non programmables en bordure des voies situées en agglomération.

CONSIDERANT que les interventions ont été confiées à la Société SPGS/VEOLIA sise 384 RUE Canesteu, ZI La Gandonne, 13300 SALON DE PROVENCE.

CONSIDERANT qu'il importe de réglementer la circulation dans ces chantiers mobiles pendant la durée des travaux.

A R R E T O N S

ARTICLE 1 / OBJET DE LA DEMANDE :

Travaux d'hydrocurage des réseaux d'eaux usées, inspection télé, fumigation, dératisation sur diverses voies communales de Carry le Rouet, selon plans joints :

La circulation sera provisoirement réglementée sur les chantiers mobiles suivant la réglementation de la signalisation routière.

ARTICLE 2/ REGLEMENTATION :

**Les riverains devront respecter la réglementation ;
Le passage des véhicules prioritaires sera favorisé ;
Le travail sera autorisé par ½ chaussée, une circulation alternée sera mise en place avec une signalisation par K10 ou feux de chantier si nécessaire ;
Le stationnement sera interdit au droit des travaux ;
La chaussée sera rendue propre et libre à la circulation entre les heures de chantier ;**

ARTICLE 3/ DUREE DE LA REGLEMENTATION :

Le présent arrêté sera exécutoire dès sa signature par Monsieur le Maire, et applicable du 12 février 2026 au 26 juin 2026.

ARTICLE 4/ ITINERAIRE DE DEVIATION :

Dans le cas où la circulation ne pourrait être maintenue, une déviation sera mise en place par l'entreprise après accord des services techniques.

ARTICLE 5/ SIGNALISATION :

La mise en place, pose et enlèvement de la signalisation seront exécutés par la Société SPGS à ses frais.

La signalisation sera conforme au schéma réglementaire. La dimension des panneaux rétro réfléchissants sera de Ø 0.85 ou 1.00m de côté.

ARTICLE 6 / RESPONSABILITE DU PETITIONNAIRE :

La responsabilité du pétitionnaire sera substituée à celle de l'administration si celle-ci venait à être recherchée pour tout accident qui serait la conséquence de la présente réglementation.

ARTICLE 7 / PRESCRIPTIONS DIVERSES :

L'ouverture du chantier ne pourra avoir lieu qu'après récolement de la signalisation temporaire, par un représentant de la Mairie ou de la Métropole Aix-Marseille Provence, qui recevra en outre les coordonnées d'un responsable de l'entreprise joignable de jour comme de nuit.

ARTICLE 8 / INFRACTIONS :

Les infractions aux dispositions du présent arrêté, seront constatées par des procès verbaux, qui seront délivrés aux tribunaux compétents, conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 9 / RESPONSABILITE DES USAGERS :

Les usagers devront se conformer strictement à la signalisation en place ainsi qu'aux instructions qui pourraient leur être données sur place par les agents chargés du service d'ordre.

Ils seront déclarés entièrement responsables dans le cas où des accidents viendraient à se produire par la suite de la non-observation du présent arrêté.

ARTICLE 10 /

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, Messieurs les Gardiens de Police Municipale, ainsi que le coordonnateur de la M.A.M.P. sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 11 /

Ampliation du présent arrêté sera transmise, à Monsieur le responsable de la Direction des Routes à Châteauneuf les Martigues, à Monsieur le Chef de Corps des Sapeurs Pompiers et à l'entreprise pétitionnaire pour information.

Fait à Carry-le-Rouet, le 09/02/2026

Le Maire

René-Francis CARPENTIER



Le Maire
René-Francis CARPENTIER

